Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde

40/41 | 2008

L'émergence du domaine et du monde francophones

L'aventure ambiguë d'un pays bilingue. Le cas du Cameroun

Félix Nicodème Bikoï

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/dhfles/451>

DOI : 10.4000/dhfles.451

ISSN : 2221-4038

Éditeur

Société Internationale pour l'Histoire du Français Langue Étrangère ou Seconde

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2008

Pagination : 231-240

ISSN : 0992-7654

Référence électronique

Félix Nicodème Bikoï, « L'aventure ambiguë d'un pays bilingue. Le cas du Cameroun », *Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde* [En ligne], 40/41 | 2008, mis en ligne le 17 décembre 2010, consulté le 27 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/dhfles/451> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/dhfles.451>

Ce document a été généré automatiquement le 27 mai 2021.

© SIHFLES

L'aventure ambiguë d'un pays bilingue. Le cas du Cameroun

Félix Nicodème Bikoï

Un pays, trois colonisations différentes

- 1 D'une superficie presque égale à celle de la France, le Cameroun est situé en Afrique équatoriale, au fond du golfe de Guinée.
- 2 Dès les années 1950, l'ORSTOM (Office de recherche scientifique des territoires d'outre-mer) a tracé la carte géologique et minière de ce pays qui est une Afrique en miniature. Tous les climats du continent, les écosystèmes, la faune, la flore se trouvent concentrés dans ce triangle. Le sous-sol est très riche, les potentialités énergétiques sont énormes. C'est sans doute ce qui explique que ce territoire va être l'objet de grands enjeux coloniaux.
- 3 Le Cameroun a connu trois colonisations successives et parfois concomitantes en moins d'un siècle de son histoire.
- 4 Ce sont d'abord les Anglais qui débarquent sur les côtes du Wouri entre 1840 et 1860, si l'on en croit les historiens Joseph Bouchaud et Jean-René Brutsch¹.
- 5 En effet, missionnaires et commerçants anglais, mus uniquement, selon leur propre dire, par le désir d'évangéliser les populations de la côte du Cameroun et de protéger les intérêts économiques de l'Angleterre, s'installent le long du littoral camerounais, et passent avec les chefs locaux de nombreux traités abolissant l'esclavage, régularisant le commerce et normalisant les rapports avec les autochtones (traité du 10 juillet 1840 abolissant la traite des esclaves, traités du 7 mai 1841, 25 avril 1842, du 29 avril 1852, 19 mai 1858...).
- 6 Séduits par les réalisations des Anglais à Calabar au Nigeria voisin, les chefs dualas adressent une série de lettres à la Reine d'Angleterre et au gouvernement britannique pour solliciter la tutelle de l'Angleterre sur le Cameroun. Dans sa réponse du 1^{er} mars 1882 aux rois Akwa et Bell, M. Gladstone, Premier ministre anglais décline l'offre des

chefs dualas et refuse de placer le Cameroun sous la protection du gouvernement britannique².

- 7 Vers 1840, des Français venant du Gabon s'installent à Batanga dans l'actuelle province de l'océan (qui a pour capitale Kribi). A partir de là, ils progressent vers le nord du Cameroun en signant eux aussi des traités avec les chefs locaux. Il s'agit alors d'accords douaniers, de traités de cession et d'accords commerciaux et militaires. L'objectif des Français est clair : coloniser le pays ; d'où des pratiques douanières discriminatoires qui vont gêner énormément les commerçants anglais et amener ceux-ci à réexaminer l'offre des chefs dualas.
- 8 Trop tard pour les sujets de la Reine, car les Allemands qui avaient des visées colonialistes sur le Cameroun vont débarquer en 1868.
- 9 En effet Adolf Woemann, venant du Gabon, implante en 1868 la première maison de commerce allemande sur les rives du Wouri. En 1879 il demande au gouvernement de son pays la colonisation du Cameroun. Les choses vont aller vite. Nachtigal envoyé par Bismark arrive au Cameroun le 12 juillet 1884 et le 14 juillet (c'est-à-dire deux jours plus tard), il hisse le drapeau allemand sur le plateau Joss à Douala. Le Cameroun devient alors une possession allemande. Le Commodore Hewett envoyé par le souverain britannique pour la même mission est placé devant le fait accompli.
- 10 Mais Français et Anglais ne désarment pas. Ils restent présents au Cameroun et signent des traités locaux avec les chefs autochtones. C'est ainsi que les Anglais ratifient avec les chefs de la partie nord-ouest du Mont Cameroun des traités plaçant leur territoire sous l'autorité britannique.
- 11 Il se dégage de tout ce qui précède qu'avant même le déclenchement de la Première Guerre mondiale, trois puissances coloniales sont présentes au Cameroun, et chacune d'elle y exerce une sorte de tutelle plus ou moins reconnue sur le plan international.
- 12 La défaite allemande lors de la guerre de 14-18 va modifier le rapport des forces en présence. En effet, le traité de Versailles du 29 juin 1919 qui consacre la débâcle allemande change la donne coloniale en Afrique.
- 13 Sous l'énergique impulsion du Président américain Wilson, et malgré les protestations des Français et des Anglais, le Cameroun va être placé sous la juridiction de la Société des Nations (SDN).

Un dispositif colonial ambigu

- 14 Conformément aux accords de Versailles, le Cameroun est placé donc sous le régime du mandat B. Selon l'historien Tchumtchoua, « Il s'agit de la catégorie des peuples ayant atteint un moindre degré de développement... Le mandataire ici a le devoir d'administrer le pays comme une partie intégrante de son territoire. Il est aussi responsable de la paix et du bon ordre. Il lui est toutefois interdit de construire des fortifications, des bases militaires, ou de lever les troupes... La seule restriction majeure au pouvoir presque absolu du mandataire résidait dans le fait qu'il avait le devoir d'envoyer au Conseil³ un rapport sur son administration du pays »⁴.
- 15 A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le statut du Cameroun devient encore plus ambigu. Le territoire appartenait en même temps au régime international de tutelle

dont le but ultime était de conduire les pays concernés vers l'indépendance et à l'Union française pour qui toute idée d'autonomie et d'indépendance était à écarter.

L'émergence d'un discours francophile en pleine période coloniale

- 16 La colonisation allemande a laissé dans la population camerounaise des marques indélébiles. Oubliant les exactions de cette colonisation, beaucoup de Camerounais parlent de cette époque en termes élogieux : rigueur dans la gestion, moralisation des comportements des indigènes, discipline, travail, avec à la clé des signes concrets de développement du territoire. Cette nostalgie de la période allemande est alimentée par la campagne internationale du III^e Reich qui remet en cause le traité de Versailles. Cette germanophilie à l'intérieur de la colonie et la campagne évoquée plus haut inquiètent à Paris. La riposte française va être violente et véhémence.
- 17 En effet, à partir des années 1938, les journaux français montent au front⁵ en métropole pour dénoncer la volonté allemande de reprendre ses anciennes colonies.
- 18 Au Cameroun, la France lance une opération de charme à l'endroit des leaders d'opinion locaux, chefs religieux, souverains traditionnels, avec plus ou moins de réussite : le pasteur Lotin Same de la « Native Baptist Church » refuse de prendre le parti de la France dans la lutte contre une germanophilie montante. Mais le grand chef traditionnel des Ewondos, Charles Atangana, lui, apportera son appui à l'administration coloniale.
- 19 Très vite les autorités françaises vont comprendre qu'elles doivent s'appuyer sur des organisations privées proches des populations. En 1938, naît la *Jeunesse Camerounaise Française* (JEUCAFRA) dont la mission est de défendre l'action et la présence de la France au Cameroun. La JEUCAFRA apparaît donc comme l'« ambassadrice » des autorités coloniales au sein des populations camerounaises. Paul Soppo Priso, président du bureau fédéral de la JEUCAFRA, dans son premier discours, ne dément pas cette affirmation.

Que serions-nous sous un régime allemand ? Rien. Le régime raciste... nous interdisait toute fonction dans l'administration, le commerce et même le droit d'être propriétaire de nos terres. Avec les Français qui nous ont élevés par les écoles de toute sorte depuis leur arrivée triomphale dans notre pays, tous les espoirs sont permis. Ne voyons-nous pas autour de nous Gouverneur du Tchad et hauts fonctionnaires de couleur au Cameroun ?... Nous pouvons vivre avec la France dans un régime de liberté, d'égalité, de fraternité.
- 20 Donc impression de totale adhésion de ce mouvement aux thèses françaises.
- 21 En réalité, la JEUCAFRA va tenir constamment trois types de discours contradictoires, ou à tout le moins ambigus.
- 22 Quand il s'agit de défendre la thèse française contre l'idée d'un retour des Allemands, le discours de la JEUCAFRA est franchement francophile, comme l'atteste l'intervention de Soppo Priso rapportée plus haut.
- 23 Quand il faut mobiliser les Camerounais pour leur participation à l'effort de guerre, la JEUCAFRA reste dans la logique de la défense de la France. Elle met en avant les réalisations de la puissance tutrice au Cameroun.

- 24 Mais quand il s'agit de revendiquer plus de liberté et de dignité, et de dénoncer les discriminations et les exactions coloniales, le discours devient polémique et même parfois franchement agressif. C'est que de plus en plus, au sein de la population prévaut le sentiment d'un marché de dupes entre colons français et populations camerounaises. « Malgré les divers témoignages de fidélité et d'attachement donnés à l'administration française depuis le début des hostilités... les jeunesses camerounaises françaises du territoire n'ont pu obtenir la satisfaction de voir leur dévouement mis à l'épreuve »⁶, peut-on lire dans une correspondance adressée au Haut Commissaire du territoire.
- 25 En 1943, dans une lettre adressée à René Pleven de passage au Cameroun, la JEUCAFRA revient à la charge :
- Nous ne voulions pas ajouter nos revendications à la crise terrible qui a précédé cette guerre que la France et ses alliés traversaient alors. D'autre part, nous attendions avec ferveur, avec foi, le moment où, après la libération de la mère patrie, nous pourrions accéder à un stade humain plus élevé et plus conforme à la vraie communauté française.
- 26 Au fur et à mesure que le temps passe, les revendications de la Jeunesse Camerounaise Française se font plus précises et même plus radicales. En 1944, la JEUCAFRA trace quelques orientations destinées à assurer la prise en main progressive par les Camerounais de secteurs entiers de l'économie du pays. Elle demande à la France « d'augmenter les quotas d'importation des commerçants africains, de rendre les prêts plus accessibles aux entrepreneurs camerounais, d'interdire aux commerçants blancs de traiter directement avec les villageois et de participer aux marchés ruraux, de substituer aux importations les produits qui pourraient être fabriqués sur place, de nationaliser les principales industries. »
- 27 On le voit, ce mouvement destiné à asseoir durablement l'influence de la France au Cameroun revendique de plus en plus de liberté pour les populations. Les organisations politiques et syndicales qui prendront la relève de la JEUCAFRA dissoute vont amplifier le mouvement de contestation dont le point d'orgue sera le déclenchement des hostilités contre les colons français par l'union des populations du Cameroun (UPC) en 1955.

L'indépendance et la réunification

- 28 Le 1^{er} janvier 1960, le Cameroun oriental (français) accède à l'indépendance. Immédiatement les autorités politiques du nouvel État amorcent des négociations avec les leaders de la partie anglophone pour la réunification des deux territoires séparés par la colonisation. Le 1^{er} octobre 1961, le Cameroun occidental (anglais) devient à son tour indépendant. L'État fédéral est proclamé. Un État où les francophones représentent 70 % de la population et les anglophones 30 %.
- 29 Dès lors va se poser le problème de l'adhésion du Cameroun aux organisations francophones et anglophones existantes.
- 30 Mais l'attachement à la France ne fait aucun doute. Déjà le 10 mai 1958, deux ans avant l'indépendance, le nouveau chef du Gouvernement camerounais, Ahmadou Ahidjo, proclame lors de la cérémonie d'investiture : « C'est avec la France que, une fois émancipé, le Cameroun souhaite librement lier son destin pour voguer de concert sur les mers souvent houleuses du monde d'aujourd'hui ».

- 31 Cependant le souci de ne pas frustrer la minorité anglophone, très active et jalouse de préserver son héritage anglo-saxon, pousse les autorités de Yaoundé à un engagement prudent dans les organisations francophones. On constate alors que le Cameroun va adhérer aux structures techniques de la Francophonie : AUPELF-UREF (Association des universités partiellement ou entièrement de langue française), l'ACCT (Agence de coopération culturelle et technique), la CONFEMEN (Conférence des ministres de l'Éducation nationale). Par contre, il se retirera des structures purement politiques telles l'OCAM (Organisation commune africaine et malgache). Il restera longtemps membre associé et parfois observateur des organismes comme l'AIFLF (Assemblée internationale des parlementaires de langue française), et il faudra attendre d'ailleurs les années 90 pour voir le Cameroun devenir membre à part entière de l'Organisation internationale de la Francophonie presque en même temps qu'il adhère au Commonwealth of Nations⁷.
- 32 Entre 1961 et 1970, la diplomatie camerounaise va s'adonner à cet exercice d'équilibriste qui consiste à affirmer la présence du Cameroun comme un pays majeur dans l'espace francophone en construction sans aller loin dans ses engagements, au risque de s'aliéner la communauté anglophone minoritaire mais, comme dirait Bachelard, d'une « vigilance – positivement – malveillante ». C'est ce qui explique l'attitude du Cameroun en 1967 lorsque la guerre du Biafra au Nigeria voisin éclate. Le général De Gaulle au pouvoir en France a pesé de tout son poids pour que les autorités camerounaises reconnaissent l'État sécessionniste. Le Président Ahidjo, conscient des dangers d'un tel acte lui oppose un refus catégorique et interdit aux navires de guerre français qui volaient au secours du leader Ojukwu de mouiller dans les eaux territoriales du Cameroun. L'ambiguïté se manifeste aussi dans le fait que bien que n'ayant accueilli aucun chef d'État français sur son territoire, plus de dix ans après son indépendance, l'ambassadeur de France au Cameroun a conservé le statut de Doyen du corps diplomatique pendant longtemps. Il faudra attendre les années 1980 pour que ce statut change.
- 33 Si le Cameroun n'est représenté dans les organisations francophones de l'époque qu'à un niveau hiérarchique inférieur, il ne vient à l'idée d'aucun chef d'État camerounais de dénoncer les accords économiques et militaires signés à l'aube de l'indépendance avec la France.
- 34 On le voit, l'engagement du Cameroun dans l'espace francophone en construction dans la période étudiée est marqué du sceau de l'ambiguïté (dans la doublure étymologique du terme).
- 35 Cette attitude ambiguë ne s'explique pas uniquement par le caractère bilingue de l'État camerounais, elle plonge ses racines dans l'histoire des relations entre le Cameroun et les deux anciennes puissances tutrices : la France et le Royaume britannique.
- 36 La colonisation française a été marquée du côté du Cameroun oriental par des brutalités et des exactions de toutes sortes, voire des massacres. François-Xavier Verschave rapporte le témoignage du pilote d'hélicoptère Max Bardet qui a participé à la razzia des troupes françaises dans l'ouest du Cameroun :
- Ils ont massacré de 300 000 à 400 000 personnes. Un vrai génocide. Ils ont pratiquement anéanti la race. Sagaies contre armes automatiques. Les Bamilekés n'avaient aucune chance. [...] Les villages avaient été rasés, un peu comme Attila⁸.
- 37 Marc Michel, professeur émérite à l'université de Provence, lui, évoque plusieurs dizaines de milliers de morts »⁹ dans la période 1960-1970.

- 38 En effet, il convient de rappeler que malgré l'indépendance du pays le 1^{er} janvier 1960, la guérilla continue à sévir dans une partie du Cameroun et les troupes françaises sont toujours présentes sur le territoire camerounais.
- 39 Dans la partie occidentale anglaise, la colonisation a été moins rude. Que ce soit pendant la période coloniale ou dans la première décennie des indépendances, les relations entre le Cameroun et la France, et pour être plus précis, la perception que les populations camerounaises avaient de ces relations et (même en ont encore) de l'action de la France au Cameroun était très négative. Il y avait – il y a – comme une blessure narcissique mal cicatrisée chez les Camerounais, une sorte de syndrome algérien qui, ajouté au caractère bilingue du nouvel État, justifiaient amplement l'ambiguïté des rapports du Cameroun avec le monde francophone jusque dans les années 1970.
- 40 C'est que les populations camerounaises ont compris bien avant l'indépendance « qu'il est bien évident que la France n'a le projet de coopérer que parce qu'elle y trouve son intérêt ». Or, comme l'affirme Verschave, « les intérêts qui ont fondé la coopération franco-africaine en 1960 (rang de la France, porté par une quinzaine de régimes-clients ; accès privilégié aux matières premières par le maintien d'économies rentières ; embrigadement dans la francophonie...) avaient un double défaut : ils contrariaient le processus d'indépendance politique et économique ; ils réservaient l'accès au pouvoir et aux ressources à un cercle de plus en plus étroit d'amis, adeptes de la politique du ventre ».
- 41 La francophonie dans ces conditions apparaissait déjà pour les Camerounais, dans la période étudiée, comme un vaste marché de dupes.

BIBLIOGRAPHIE

- BAYART, Jean-François (1974). *L'État du Cameroun*, Paris, Presses de la Fondation nationale de Sciences politiques.
- NDAM NJOYA, Adamou (1976). *Le Cameroun dans les relations internationales*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence.
- TCHUMTCHOUA, Emmanuel (2006). *De la JEUCAFRA à l'UPC*, Yaoundé, Éd. CLE.
- (2007). « Colonisation : Les massacres oubliés : Sétif 1945, Madagascar 1947, Cameroun 1955 », *L'Histoire*, n° 318, mars, p. 52.
- VERSCHAVE, François-Xavier (1998). *La Françafrique : le plus long scandale de la République*, Paris, Stock.

NOTES

1. Emmanuel Tchumtchoua, *De la JEUCAFRA à l'UPC*, p. 13.
2. *Ibid.*, p. 14.
3. Conseil de sécurité des Nations unies.

4. Emmanuel Tchumtchoua, *op cit*, p. 42.
 5. *L'Eveil du Cameroun*, n° 34 bis, 15 janvier 1939.
 6. Lettre du 3 août 1940 du président de la JEUCAFRA au Haut Commissaire à Yaoundé.
 7. Le Cameroun devient membre de plein droit de l'OIF en 1991, et membre du Commonwealth en 1995.
 8. François-Xavier Verschave, *La Françafrique : le plus long scandale de la République*, p. 91.
 9. Marc Michel : « À la guerre oubliée du Cameroun », in *L'Histoire*, n° 318, mars 2007.
-

RÉSUMÉS

Pour contrer la nostalgie de l'époque allemande, les autorités françaises à l'époque coloniale créent la JEUCAFRA destinée à promouvoir l'amitié franco-camerounaise. Mais cette organisation, en même temps qu'elle défend la présence de la France au Cameroun, réclame plus de liberté pour les Camerounais. L'indépendance acquise en 1960 permet la réunification du Cameroun francophone et du Cameroun anglophone. Dès lors va commencer pour les dirigeants du pays un subtil jeu d'équilibre qui consiste à affirmer son appartenance à la francophonie, sans y adhérer entièrement.

In order to fight nostalgia of the German era, the French authorities, in colonial times, created JEUCAFRA, an organisation aimed at promoting France-Cameroon friendship. JEUCAFRA, while supporting French presence in Cameroon, asked for more freedom for its people. Independence which was obtained in 1960, allows for a reunification between French-speaking and English-speaking Cameroon. From then on, a delicate balancing act will consist in claiming membership to Francophonie while not adhering to it entirely.

INDEX

Mots-clés : présence française, Cameroun francophone, Cameroun anglophone, francophonie, appartenance

Keywords : French presence, French speaking Cameroon, English-speaking Cameroon, francophonie, membership

AUTEUR

FÉLIX NICODÈME BIKOÏ

Université de Douala, Cameroun